

Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.

Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.

Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables. C'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.



Une pratique bien connue.

Décidément le mois de décembre 2009 est plein de surprise avant les fêtes de fin d'année. Un sommet sur le climat à Copenhague qui fait pschitt...2 cm de neige qui paralysent une partie du pays, et plus prosaïquement 2 O.S. cheminotes qui nous font le coup du : nous ne savions pas, nous avons été trompées.

Trompé au sujet de l'externalisation de la Caisse de retraite du personnel de la S.N.C.F. (C.P.R.).

Que l'on juge :

L'une, la C.G.T. nous fait le coup d'une carte pétition pour une augmentation des pensions et là c'est le bouquet pour un retour à la péréquation des pensions.

L'autre O.S. l'U.N.S.A estime avoir été trompée sur le caractère neutre annoncé au regard de l'évolution structurelle de la C.P.R. Ce syndicat affirme même que le président du C.A. de la C.P.R. (l'U.N.S.A a été reçue en audience) confirme effectivement qu'il y a eu tromperie à ce sujet.

N'étions nous pas dans les mêmes réunions, tables rondes, salaires, facilités de circulation, les réunions traitants directement des sujets abordés où Sud Rail a développé que les conséquences de cette réforme étaient catastrophiques pour les retraité-e-s.

Notre journal de campagne lors des élections du C.A. de la C.P.R le 26 décembre 2008 est là pour le confirmer.

Ces retournements de vestes sont sans doute dus à des remontées particulièrement fortes de la base retraités de ces deux O.S., qui se sentent flouées. Les élections étant passées reste maintenant la gestion

La note hebdo ne sera pas une tribune anti O.S. mais quant à des sujets s'imposent nous réaffirmerons nos positions syndicales.

au quotidien de la Caisse, organisme de Sécurité Sociale. Sud Rail revendique depuis le début le retour de la CPR dans le giron de la S.N.C.F. avec une gestion par les O.S. de la C.P.R.

Nous aurons encore l'occasion de faire référence aux régimes de retraites, car l'année 2010 sera cruciale concernant les évolutions proposées par ce gouvernement.

Nous avons des craintes sérieuses à avoir. Ce ne sont pas les déclarations au congrès confédérale de la C.G.T. qui peuvent nous rassurer quant à l'engagement des forces vives sur le sujet.

Le réformisme faisant son travail de sape.

Une petite perle à l'occasion d'un cheminot s'exprimant sur le sujet

je veux bien qu'on cherche la revendication authentiquement révolutionnaire, puisqu'il faut employer les termes consacrés, mais qui est le plus révolutionnaire. En moyenne, en France, on entre dans la vie active vers 25 ans. Qu'est-ce qui est alors le plus révolutionnaire ? s'arcqueboute sur la revendication des 37,5 d'annuités ou défendre la perspective d'une retraite à taux plein à 60 ans, pour toutes et tous, comme le propose le projet de maison commune des retraités ?
Fin de citation.

L'Equipe de la Liaison vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année

L'éducation centre de tri

Un rapport de la Cour des comptes, début novembre, présenté au Sénat livre les résultats de la première enquête sur les effets de la carte scolaire dans six collèges en difficultés.

Première conséquence, les effectifs ont diminué de 10%.

Deuxième conséquence, ce sont les meilleurs éléments qui sont partis.

Conclusion : cela contribue à accentuer les inégalités entre établissements. La Cour des comptes parle de risque de « ghettoïsation scolaire ».

En attendant un rapport qu'il demande sur cette question, le ministre de l'Education estime que la perte (pour parler des élèves quel mot barbare !) serait de l'ordre de 7% en moyenne pour les établissements de ZEP.

Pourtant, au moment du débat sur la suppression de la carte scolaire que n'a-t-on pas entendu pour fustiger ceux qui dénonçaient les risques d'une telle suppression... Alors, une simple erreur de casting ou une méthode parmi d'autres qui sévissent au sein de l'Education pour sélectionner, trier les meilleurs, les futures élites de la nation ?

Agrocarburants, ça fait boum !

Récemment, l'Ademe publiait une première synthèse d'un rapport pour début 2010 consacré au bilan carbone des agrocarburants. Un bilan plutôt flatteur sur les performances de ces derniers qui, miracle, étaye « scientifiquement » le volontarisme gouvernemental sur le sujet.

Mais, les calculs de l'Ademe ne sont-ils pas surestimés comme le disent les écologistes ?

En effet, l'impact sur les changements d'usage des sols suite aux importations d'agrocarburants et d'oléagineux par l'Europe entre autres pour pallier aux insuffisances de production, outre le fait de détourner de l'usage alimentaire des surfaces agricoles de plus en plus importantes pour produire, par exemple, de l'huile de palme, entraîne le défrichage de ces nouvelles terres contribuant ainsi à accroître le bilan CO2 dans l'atmosphère.

La prise en compte de cet impact rend les agrocarburants non pas positifs, mais négatifs quant aux émissions de CO2. Pour autant face aux intérêts en jeu pour l'agro-industrie, on peut parier sur ce que sera le résultat final !!

Service public, vente à la découpe

Dans le sillage de la crise financière, l'intervention des Etats pourrait donner l'illusion d'un retour en force de celui-ci centre de l'économie, laisser croire que son « obésité », son « inefficacité », dénoncés par les libéraux, ne seraient plus d'actualité.

Que nenni, la suppression de milliers de fonctionnaires, le transfert de compétences aux collectivités locales ou au secteur privé, la privatisation de pans entiers des transports,... montrent qu'en réalité il s'agit d'une accélération

des mutations vers un Etat manager, aux domaines d'action plus restreints, plus autoritaires aussi, afin de répondre aux besoins d'un capitalisme loin d'être mort.

C'est la thèse que Laurent Bonelli (auteur de « La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité » aux Ed La Découverte) et Willy Pelletier (sociologue et membre de la Fondation Copernic) écrivent dans un article du Monde Diplomatique de Décembre.... A lire.

Protection sociale Complémentaires... la solidarité en cause

En 2006, 7% de la population ne bénéficiait toujours pas d'une couverture complémentaire.

Pour les ménages dont le revenu ne dépasse pas les 800 euros, la proportion grimpe à 14%.

La conséquence directe d'une telle situation est le renoncement aux soins pour la plupart d'entre eux

Par ailleurs, de nombreux salariés des PME ne bénéficient pas, eux aussi, d'une complémentaire col-

lective liée à leur contrat de travail laquelle donne droit à exonération fiscale.

Enfin, les ménages modestes quand ils souscrivent à un contrat doivent « raquer » des primes de l'ordre de 10% alors que les plus aisés ne payent que 3% (source Irdes).

Pourtant, dans le secteur des complémentaires, les marges financières sont confortables, malgré la concurrence dont on prétend qu'elle tire les prix vers le bas.

Il est vrai que l'illisibilité des contrats, la diversité des pratiques favorisent les gains pour les assureurs.

C'est ainsi que la solidarité que devrait assurer la protection sociale est mise à mal... et ce n'est pas finie !!

(Pour en savoir plus : lire l'article « Mutuelles : la solidarité menacée » dans Alter Eco de décembre)